

Établir en Europe un système de retraite fiable sur le long terme

Résolution de la Commission Économique et Sociale (Bruxelles - 16 novembre 2000)
adoptée par le Conseil Central de Bruxelles (15 décembre 2000)

Les constats démographiques et les expertises économiques menés dans plusieurs pays membres de l'UE prévoient de sérieux déséquilibres entre actifs et retraités dans un délai de 10 à 40 ans; les systèmes exclusivement fondés sur la répartition des prélèvements obligatoires annuels ne seront pas indéfiniment capables de maintenir le niveau actuel des pensions. Pour y remédier sans accroître encore des cotisations déjà lourdes, il faudrait augmenter considérablement le taux d'activité de la population, augmenter la productivité et/ou diminuer drastiquement les droits des retraités (âge de départ à la retraite, montant des prestations).

La Commission Économique et Sociale estime que des pistes de réflexions fécondes doivent être ouvertes dès maintenant par les États membres, d'autant que la bonne croissance actuelle permet d'adoucir quelque peu la rigueur des choix qui sont de toutes façons nécessaires.

1. Envisager, avec pragmatisme, la coexistence d'une part d'un système de solidarité fondé sur la répartition et d'autre part d'un système de capitalisation fondé sur la collecte de l'épargne permettrait des évolutions laissant une bonne marge de flexibilité pour tenir compte des particularismes nationaux.

Ainsi:

- ◇ au titre du "1^{er} pilier", les systèmes obligatoires par répartition peuvent se compléter par des amortisseurs conjoncturels grâce à des fonds de garantie placés pour une part significative en actions ou autres valeurs à haut rendement et gérés professionnellement
- ◇ au titre du "2^{me} pilier", les régimes complémentaires devraient renforcer leurs réserves en fonction de leur démographie et être encouragés à placer une partie de leur collecte en valeurs régionales et internationales
- ◇ au titre du "3^{me} pilier", les régimes facultatifs doivent être encouragés et voir promus leurs placements financiers en les étendant aux petites et moyennes entreprises et en y incluant davantage de secteurs.

En effet, l'épargne européenne ainsi collectée pourrait d'elle-même se placer sur les marchés mondiaux dans les secteurs les plus productifs, et ainsi diversifier nos risques futurs par une intervention dans la croissance mondiale.

2. Pour réussir, de telles politiques doivent intégrer le fait que les citoyens européens n'admettraient pas que la situation actuelle des retraités, qui est considérée comme résultant d'un contrat (individuel, social ou moral), soit fortement remise en cause par des mesures qui entraîneraient une perte de confiance ou une crise inter générations.

La limite de l'action possible réside donc dans le choix entre une indexation des retraites sur les salaires (qui impliquera à terme une notable augmentation des cotisations payées par les salariés actifs), et une indexation limitée à la seule hausse des prix, qui garantit

le maintien du pouvoir d'achat des pensionnés mais non leur participation aux fruits de la croissance.

3. Par contre, compte tenu de l'allongement de l'espérance de vie, la nécessaire sensibilisation des nouvelles générations actives aux contraintes futures permettrait de leur proposer un nouveau type d'engagement pour leur protection sociale à venir, ajustant les durées ou montants de cotisation. Par exemple, fonder les prestations de pension sur un certain quantum de cotisation (annuités, montants) devrait faire perdre de sa pertinence au critère actuel d'âge légal de départ à la retraite.

Dès à présent des mesures faisant reculer les barrières de l'âge sur le marché du travail, y compris éventuellement la suppression de l'obligation de prendre sa retraite à un âge déterminé, seraient positives, par exemple:

- 1- assouplir notablement les réglementations interdisant le cumul d'une pension et d'une activité rémunérée
- 2- inciter les entreprises à conserver des personnels âgés à temps partiel
- 3- simplifier le traitement administratif et alléger les charges financières et bureaucratiques afin de faire rentrer dans le circuit économique de nombreuses activités utiles mais dissimulées.

De telles mesures feront prendre conscience que les revenus et l'activité des classes les plus âgées sont utiles à l'économie, car toute richesse créée par une population restant active plus longtemps qu'aujourd'hui, augmentera en tout état de cause les marges susceptibles d'être redistribuées et les contributions aux différents piliers des systèmes de retraite.

- - - - -